7. Relations financières internationales

Bruno Gurtner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/618>

DOI : 10.4000/aspd.618

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003

Pagination : 97-124

ISBN : 2-88247-049-5

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Bruno Gurtner, « 7. Relations financières internationales », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 22-1 | 2003, mis en ligne le 30 mars 2010, consulté le 08 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/618> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.618>

7. RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES*

APRÈS UNE LÉGÈRE REPRISE de l'économie mondiale vers la fin de 2001 et au début de l'année suivante, ce rétablissement conjoncturel a été sérieusement remis en question au cours de 2002. Face à l'accumulation des risques, toutes les prévisions de croissance ont dû être revues à la baisse. On observe ainsi une dégradation qui s'est également répercutée sur les pays en développement et sur les flux de capitaux en direction de ces pays. Ce climat défavorable a renforcé la tendance des investisseurs à jouer la carte de la sécurité, ce qui se traduit par un ralentissement et un renchérissement des flux financiers à destination des pays en développement. De graves crises financières ont frappé d'abord l'Argentine et la Turquie, puis l'Uruguay et le Brésil. Les discussions portant sur le droit de faillite applicable aux Etats souverains se sont intensifiées, et le processus de désendettement des pays les plus pauvres se heurte à de nouvelles difficultés.

7.1. FLUX FINANCIERS VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION

Morosité économique et avenir incertain à l'échelon planétaire ont considérablement freiné les afflux de capitaux privés dans les pays en développement et en transition. Jusqu'alors relativement stables, même les investissements directs étrangers ont à nouveau régressé. On constate globalement un net recul des crédits bancaires, des prêts obligataires et des investissements de portefeuille. Il en va de même pour les capitaux publics, dont les mouvements vers ces pays ont aussi marqué une nouvelle diminution en 2001. Les promesses de Monterrey (Conférence sur le financement du développement) ne se sont pas encore concrétisées.

Selon les données fournies par la Banque mondiale¹, les flux de capitaux à destination des pays en développement et en transition ont diminué en 2001 de presque 70 milliards de dollars et ne totalisent plus que 196 milliards (voir tableau 18) – soit 145 milliards de moins que pour 1997, année record. Ce recul concerne aussi bien le secteur privé que le secteur public. On observe ainsi que la part des afflux de capitaux extérieurs dans le produit national brut (PNB) est tombée à 3,1 %, alors que ce taux atteignait 5,3 % en 1997.

Ce ralentissement s'explique par un contexte économique globalement défavorable. Une bonne part des pays en développement ont été directement affectés par la marche peu dynamique des affaires aux Etats-Unis et en Europe, ainsi que

* Par Bruno Gurtner, économiste, responsable des relations financières internationales à la Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/EPER.

¹ The World Bank (ci-après WB), *Global Development Finance: Financing the Poorest Countries* (ci-après *GDF*), Analysis and Summary Tables, Washington, 2002, <www.worldbank.org/prospects/gdf2002>, et IMF/WB, *Recent Trends in the Transfer of Resources to Developing Countries*, Paper submitted to the Development Committee, DC2002-0015, Washington, August 27, <www.worldbank.org/des/devcom.nsf>.

par les tendances déflationnistes du Japon. Alors que l'embellie du printemps 2002 pouvait constituer une heureuse surprise, il a fallu dès l'automne revoir à la baisse toutes les prévisions de croissance.

On a vu se préciser différents risques qui avaient fait l'objet de plusieurs mises en garde par le Fonds monétaire international (FMI)². Celui-ci avait notamment souligné les déséquilibres persistants entre bilans de divers espaces économiques, le danger d'une hausse vertigineuse des prix du pétrole en cas de guerre contre l'Irak, le démantèlement systématique des surcapacités de production, les correctifs boursiers à apporter après l'éclatement de la bulle spéculative, ainsi que les scandales de grandes entreprises (mauvaise gestion et pratiques comparables frauduleuses). Les pays producteurs de matières premières ont vu leurs recettes d'exportation baisser de façon dramatique.

Tableau 18: Flux de capitaux à destination des pays en développement, 1997-2001
(en milliards de dollars aux taux actuels)

	1997	1998	1999	2000	2001 ^P
Financement public du développement (APD)	43.0	54.5	46.1	37.9	36.0
– à conditions de faveur	36.1	39.0	42.3	40.7	39.3
<i>dons</i>	26.6	27.9	30.2	29.9	29.6
<i>crédits à taux préférentiels</i>	9.5	11.1	12.1	10.8	9.7
– crédits non préférentiels	6.9	15.5	3.8	–2.8	–3.3
Flux de capitaux privés	300.8	283.2	224.4	225.8	160.0
– crédits bancaires	45.6	51.9	–23.3	–6.1	–32.3
– prêts obligataires	49.6	40.9	29.5	16.9	9.5
– autres	2.9	–3.4	–0.5	–2.5	–4.0
– investissements de portefeuille	30.2	15.6	34.5	50.9	18.5
– investissements directs étrangers	172.5	178.3	184.4	166.7	168.2
Total	343.8	337.7	270.5	263.7	196.0

Sources : WB, *Global Development Finance 2002*, vol. 1, tab. 2.1 et 4.1 ; IMF/WB, *Recent Trends in the Transfer of Resources to Developing Countries*, Paper submitted to the Development Committee, DC2002-0015, Washington, August 27 (avec des chiffres actualisés).

^P Chiffres provisoires.

□ L'aide publique au développement régresse toujours

La Banque mondiale annonce pour 2001 un nouveau recul des prestations financières publiques fournies aux pays en développement et en transition³. Raison principale : les pays en développement ont remboursé davantage de crédits à taux d'intérêt non préférentiels qu'ils n'ont obtenu d'argent frais. Les prestations à taux préférentiels ont en revanche peu diminué par rapport à 2000, de 40,7 à 39,3 milliards de dollars (voir tableau 18). Alors que les dons d'institutions bilatérales aussi bien que multilatérales ont atteint des montants comparables à ceux de l'année précédente, les crédits non préférentiels – également bilatéraux et multilatéraux – ont marqué une nette régression par rapport à

² IMF, *World Economic Outlook, Trade and Finance*, Washington, September 2002, <www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2002/02/index.htm>.

³ Banque mondiale et OCDE évaluent les prestations publiques par des méthodes différentes et n'aboutissent pas aux mêmes résultats. La Banque mondiale se base sur les données des pays en développement qui bénéficient de ces prestations, tandis que l'OCDE utilise les chiffres des pays industrialisés bailleurs de fonds. Un des facteurs de différence est que les fonds à taux préférentiels versés aux institutions multilatérales ne sont pas transmis la même année aux pays en développement. (Voir aussi *GDF 2002*, chapitre 4, data annex, pp. 110 *sqq.*)

l'année précédente⁴. Selon l'OCDE, les prestations financières publiques sont restées stables en 2001, à la fois par rapport aux PNB et en dollars à valeur constante. L'aide accrue des Etats-Unis et de quelques pays européens a compensé le recul des prestations japonaises. Le taux global de l'aide publique au développement (APD) s'est maintenu à 0,22 % du PNB (0,33 % dans les années 1990-1992). En valeur nominale, le total des prestations d'APD des pays membres de l'OCDE/CAD se chiffre pour 2001 à 51,4 milliards de dollars⁵. Ce recul de 2,3 milliards est dû en grande partie à une détérioration des taux de change de certaines monnaies par rapport au dollar.

Treize des 22 pays membres du CAD ont accru en valeur réelle les montants de leur APD, les plus fortes augmentations étant consenties par l'Espagne, l'Irlande et le Luxembourg. La Suisse en reste quant à elle à 0,34 % de son PNB, avec un léger accroissement en valeur nominale de 890 à 908 millions de dollars (attesté par les statistiques de l'OCDE/CAD). La progression des Etats-Unis correspond pour l'essentiel aux 600 millions de dollars accordés au Pakistan à titre d'appui économique après les attentats terroristes du 11 septembre 2001. Il convient de souligner qu'un fossé se creuse entre petits et grands Etats : tandis que les prestations des pays du G7 ont reculé de 3 % en valeur réelle et ne font plus que 0,18 % de leur PNB, les petits pays ont accru leur aide de 4 % et portent ainsi leur taux à 0,46 %.

Les objectifs de développement fixés pour l'aube du nouveau millénaire ne pourront toutefois être atteints sans doubler les prestations d'aide – comme le soulignent Banque mondiale, l'ONU et quantité d'ONG, et ainsi que l'ont également rappelé les conférences internationales de Monterrey et de Johannesburg⁶.

Mais il ne suffira pas de payer davantage : le débat international se concentre sur la nécessité d'octroyer une aide plus ciblée sur la réduction de la pauvreté, en accordant une part accrue des fonds disponibles aux pays les plus démunis. Il faut que cette aide contribue davantage à l'instauration d'un contexte politique favorable à la croissance et au développement, ce qui requiert une meilleure coordination des donateurs et davantage d'efficacité⁷. Des ONG internationales ont publié une étude critique intitulée *Reality of Aid 2002* sur les aspects qualitatifs et quantitatifs de l'aide publique⁸.

Annuaire 2003, n° 1, chap. 2.

⁴ Pour les détails, voir WB, *GDF 2000 I*, tab. 4.1, p. 93.

⁵ OECD, Press Release, 13.5.02, Paris, <www.oecd.org>.

⁶ WB, *Reaching the MDG to Cost £40-60 Billion Annually in Additional Aid, Says Bank*, Washington, February 27, 2002, <www.worldbank.org/developmentnews/stories/html/022102a.htm>; African Development Bank in collaboration with the World Bank, *Achieving the Millennium Development Goals in Africa: Progress, Prospects and Policy Implications. Global Poverty Report*, June 2002, <www.worldbank.org>.

⁷ Voir entre autres WB, *GDF 2002 I*, pp. 89 *sqq.* ; OECD, *Development Co-operation. The DAC Journal. 2001 Report. International Development*, Paris, 2002 ; ainsi que Heller Peter S. and Gupta Sanjeev, *Challenges in Expanding Development Assistance*, IMF Policy Discussion Paper, 02/5, March 2002, <www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=15727.0>.

⁸ Randel Judit, German Toney and Ewing Deborah (eds.), *Reality of Aid 2002. An Independent Review of Poverty Reduction and Development Assistance*, Manila : IBON Books, 2002, <www.ibon.org>.

❑ *Flux financiers privés : recul considérable*

Le climat d'incertitude continuant d'inciter les investisseurs privés à la prudence, les pays émergents, en particulier, ont vu leur accès aux marchés des capitaux entravé par la hausse des primes de risques. Mais cette problématique de ralentissement et de renchérissement des flux financiers n'a pas affecté tous les pays ou régions de la même manière⁹.

L'afflux net dans les pays *asiatiques* est resté relativement stable, ce qui a permis à un certain nombre de pays d'accroître leurs réserves monétaires et de diminuer les intérêts à verser. De même, la plupart des *pays de l'Est européens* ont continué d'être alimentés en capitaux – quoique les investissements (directs étrangers et de portefeuille) aient été partiellement remplacés par une forme ou une autre d'endettement (crédits, obligations)¹⁰.

Les circonstances ont été plus rudes pour certains pays de l'*Amérique latine* et pour la *Turquie*. Lorsque l'Argentine s'est trouvée en cessation de paiement à l'égard de ses créanciers privés, en décembre 2001, les répercussions sur ses voisins ont été minimales dans un premier temps. Mais l'*Uruguay* et le *Paraguay* se sont trouvés pris dans la tourmente au cours de 2002. A cela s'ajoutaient, pour le *Brésil* et la *Turquie*, les incertitudes politiques liées aux élections d'octobre (pour le premier) et de novembre (pour la seconde). Leur vulnérabilité intrinsèque et la structure de leur endettement faisaient que ces pays n'étaient guère préparés à affronter ce genre de situation – ce qui a entraîné de sérieuses hémorragies de capitaux : il leur devenait presque impossible de prolonger les lignes de crédit existantes ou de se procurer de l'argent frais.

En dépit de négociations intensives avec l'Argentine durant toute l'année 2002, le FMI s'est refusé jusqu'en novembre à conclure un nouvel accord avec ce pays. Le FMI, et les pays du Nord avec lui, exigeait de l'Etat sud-américain qu'il procède en premier lieu à des réformes économiques et institutionnelles – avec, notamment, davantage d'indépendance accordée à sa banque centrale, un plan convaincant pour la libération des comptes bancaires gelés et la prévention d'une nouvelle fuite de capitaux, ainsi que le recouvrement d'un volume suffisant d'impôt. La Suisse aussi a critiqué l'Argentine pour la lenteur de ses réformes, et s'est opposée à l'octroi de nouveaux capitaux.

L'Argentine doit au FMI plus de 10 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS), mais a honoré jusqu'à présent ses obligations courantes à l'égard de cette institution. En novembre, cependant, ce pays a payé uniquement ses intérêts échus – sans les amortissements dus à la Banque mondiale.

Cette crise financière a entraîné une dramatique récession qui se traduit par énormément de chômage, par une aggravation de la pauvreté et par des troubles sociaux. Bien que personne n'ait mis en doute les graves causes internes de la crise argentine, plusieurs analystes renommés ont reproché au FMI d'avoir failli à sa tâche, par exemple en liant le peso argentin au dollar et en imposant une politique fiscale trop restrictive. Il a été proposé entre autres que l'on applique

⁹ Voir IMF/WB, *Recent Trends*; WB, *GDF 2002*; IMF, *Global Financial Stability Report*, divers numéros, Washington, <www.imf.org/external/pubs/ft/gfrs/2002>.

¹⁰ Voir aussi : EBRD, *Transition Report Update*, London, May 2002, chapter 2, «Cross-border Capital Flows», <www.ebrd.com>.

un moratoire de la dette, ou tout au moins que celle-ci fasse l'objet d'un réaménagement complet¹¹.

Au *Brésil*, la perspective d'une victoire électorale de Lula, candidat de gauche, a entamé progressivement la confiance des acteurs financiers, les conduisant à retirer toujours plus de capitaux ou à ne pas renouveler des crédits existants. La chute des cours qui en est résultée a rendu l'endettement extérieur et intérieur (ce dernier lié en grande partie au dollar) de plus en plus insupportable.

Après avoir accordé au Brésil 15 milliards de DTS en septembre 2001, le FMI lui a encore octroyé en août 2002 le plus gros crédit de son histoire, à savoir 30 milliards de DTS, payables pour l'essentiel après les élections. La *Suisse* a appuyé cette décision tout en exprimant la préoccupation que lui causaient à la fois le volume énorme de cette opération et l'absence de participation appropriée du secteur privé.

Là aussi, les critiques à l'égard du FMI n'ont pas manqué : on doute surtout que cette intervention suffise à ramener le Brésil sur la voie d'une croissance durable, alors que le poids de la dette est jugé de toute manière excessif¹². Finalement élu, Lula a confirmé vouloir honorer les engagements en cours ; mais il a aussi annoncé, immédiatement après sa victoire, un train de réformes de son cru.

L'*Institute of International Finance (IIF)*, centre d'études des grandes banques commerciales, s'attendait également à une diminution des flux de capitaux privés. L'IIF prévoyait que ces mouvements totaliseraient 123 milliards de dollars en 2002, le plus bas niveau depuis dix ans¹³.

Ce recul des flux de capitaux privés relève pour l'essentiel du *marché des capitaux*, tendance qui s'est poursuivie durant le premier semestre 2002. Les mouvements agissant sur l'endettement atteignaient encore 10,7 milliards de dollars en moyenne pour les mois de janvier à juillet 2002, soit 22 % de moins que durant les mois comparables de l'année précédente¹⁴:

- Pour la troisième année consécutive, les remboursements de *crédits bancaires* privés ont dépassé en 2001 les nouveaux crédits. Et la Banque mondiale indique que ces crédits ont aussi été, durant les sept premiers mois de 2002, d'un tiers inférieurs à ceux de la période correspondante de 2001. Cette évolution est corroborée par les statistiques de la *Banque des règlements*

¹¹ Notamment Stiglitz Joseph, *Im Schatten der Globalisierung*, Berlin : Siedler Verlag, 2002, et dans d'autres publications ; Weisbrot Mark et al., *Argentina since Default: The IMF and the Depression*, Washington : Center for Economic and Policy Research, September 3, 2002, <www.sepr.net/Argentina>, ainsi que l'économiste en chef de la CNUCED, Flassbeck Heiner, «Argentinien : Warum versagt die westliche Welt?», *Lateinamerika Analysen*, Hamburg Institut für Iberoamerika-Kunde n° 2, Juni 2002, <www.duei.de/iik>.

¹² Weisbrot Mark and Baker Dean, *Paying the Bills in Brazil: Does the IMF's Math Add Up?* CEPR, September 25, 2002, <www.cepr.net>; Mitchell Susanna, *Making the Poor Foot the Bill: IMF Policies and the Looting of Brazil*, October 2002, <www.jubileereasearch.org/worldnews/america/brazil151002.htm>. Dans une lettre non publiée au Conseil fédéral, la Communauté de travail a critiqué l'immixtion des acteurs financiers dans les élections brésiliennes.

¹³ IIF, *Capital Flows to Emerging Market Economies*, September 18, 2002, Washington, <www.iif.com/press/pressrelease.quagga?id=51>.

¹⁴ IMF/WB, *Recent Trends*, p. 2. Concernant les facteurs déterminant le volume, la structure et la répartition régionale des flux financiers, ainsi que leurs effets sur les investissements et la croissance, voir aussi : Loungani Prakash, «Capital Flows», *IMF Research Bulletin*, Washington, vol. 3, n° 3, September 2002, <www.imf.org/external/Pubs/Ft/irb/2002/eng/03/index.pdf>.

ments internationaux (BRI)¹⁵. Les avoirs nets des banques rendant compte à la BRI ont diminué au premier trimestre 2002 – surtout pour l'Amérique latine (Brésil) – de 3,4 % ou 29 milliards de dollars.

- ❑ Les *prêts obligataires (bonds)* ont encore chuté de près de la moitié et représentaient, fin 2001, tout juste un cinquième des volumes enregistrés pour 1997. Ce recul s'est accentué vers le milieu de 2002, parallèlement à une hausse importante des primes de risque.
- ❑ Les *investissements de portefeuille* aussi ont fortement régressé et manifesté une grande volatilité.

Par contre, les *investissements directs étrangers (IDE)* ont fait preuve d'une étonnante résistance à la crise. La Banque mondiale signale même une légère augmentation des IDE, qui atteignent ainsi 168 milliards de dollars (afflux moins rapatriement de bénéfices, voir tableau 18). FMI et Banque mondiale prévoient cependant un recul des IDE en 2002, parce que les projets de privatisation des pays en développement et en transition vont en diminuant, et aussi en raison des problèmes rencontrés par de grandes multinationales. On observe par ailleurs des différences importantes d'une région à l'autre, avec une sérieuse diminution pour l'Amérique latine. Au Brésil, les afflux financiers de ce type sont pourtant restés stables durant le premier semestre 2002, contrairement aux crédits, en forte régression. L'Asie – en particulier la Chine – a bénéficié d'un afflux net d'IDE. (Voir plus bas sous-chapitre 7.2.)

Les flux de capitaux privés restent concentrés sur quelques grands pays nouvellement industrialisés. C'est pour le marché des capitaux que cette concentration est le plus marquée. Les dix pays qui obtiennent le plus de crédits bancaires et obligataires en absorbent 75 % du volume global, tandis que les pays les plus pauvres sont également mal lotis quant aux crédits bancaires, n'ont guère accès au marché des capitaux, reçoivent peu d'investissements de portefeuille. Les investissements directs étrangers y ont en revanche gagné en volume¹⁶.

Ces mouvements de capitaux ne tiennent pas compte des exportations de biens et de services, ni d'autres transferts courants – parmi lesquels figure *l'argent versé dans leur pays d'origine par les personnes migrantes*. La Banque inter-américaine de développement (BID) a étudié avec le Discovery Institute de Washington les versements de ce type effectués depuis les Etats-Unis vers l'Amérique latine : elle estime leur total à 23 milliards de dollars pour 2001. Ce montant dépasse l'aide publique accordée à l'ensemble des pays latino-américains et représente 40 % des investissements étrangers en Amérique latine¹⁷.

Un institut de recherche danois a publié une étude analogue, selon laquelle les transferts d'argent de travailleurs migrants dans les pays en développement ont plus que doublé entre 1988 et 1999, et dépassent aujourd'hui d'un cinquième le montant global de l'APD. Ces afflux varient moins que les mouvements de

¹⁵ BRI, *Rapport trimestriel*, Bâle, juin 2002, <www.bis.org/cgi-bin/>. Un document de travail de la BRI indique en outre les principaux facteurs de l'évolution des prêts bancaires à des pays émergents : Jeanneau Serge and Micu Marian, *Determinants of International Bank Lending to Emerging Market Countries*, BIS Working Paper, n° 112, Basel, June 2002, <www.bis.org/cgi-bin/print.cgi>.

¹⁶ La Banque mondiale, dans *GDF 2002*, consacre un chapitre particulier aux transactions financières internationales des pays pauvres.

¹⁷ Citation tirée du *Washington Post*, March 10, 2002.

capitaux privés et alimentent aussi bien les pays pauvres que ceux qui appartiennent à la catégorie des revenus moyens¹⁸.

La libéralisation croissante des opérations financières se traduit également par la nouvelle importance que revêt le *reflux de capitaux*. Quantité de sujets économiques sont à même de faire des placements à l'étranger, et beaucoup de ces opérations échappent aux statistiques. Faute de mieux, on en fait l'estimation en soustrayant des afflux de capitaux enregistrés la somme entre déficit du bilan courant et croissance des réserves internationales¹⁹. La Banque mondiale évalue, pour les pays pauvres, ces sorties de capitaux à 62 milliards de dollars au cours des deux dernières décennies. Cela correspond à 17 % du PNB, à presque 12 % de l'épargne cumulée et à près d'un cinquième des capitaux publics cumulés de 1980 à 1999.

7.2. INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

□ *Rapport 2002 de la CNUCED sur l'investissement dans le monde*²⁰

Ce que la CNUCED avait annoncé dans des publications préalables a été confirmé par son rapport de septembre 2002 : le volume des IDE a diminué de moitié en l'espace d'une année, passant de 1492 milliards de dollars en 2000 à 735 milliards en 2001. Ce recul est dû pour l'essentiel à celui des absorptions et des fusions d'entreprises, ce qui explique pourquoi il affecte bien plus les nations industrialisées que les pays en développement. Ceux-ci ont vu leurs investissements descendre à 205 milliards de dollars, ce qui représente une régression modérée de 14 % (voir tableau 19). Europe de l'Est et Asie centrale ont marqué une légère progression, tandis que celle-ci était massive pour l'Afrique (grâce à l'Afrique du Sud), le Maroc, la Chine et le Mexique. Europe de l'Est mise à part, les premières prévisions de la CNUCED pour 2002²¹ indiquent de forts ralentissements des IDE dans toutes les régions du monde.

La CNUCED a publié deux nouveaux indices portant sur la performance et le potentiel de chaque pays en matière d'IDE. Le premier, *Inward FDI Performance Index*, fait, pour un pays donné, le rapport entre sa part du total mondial des IDE et sa part du total mondial des PNB. Lorsque cet indice est supérieur à 1, le pays considéré attire davantage de IDE que ne le laisserait attendre le volume relatif de son PNB. Cette valeur est de 1,4 pour la Suisse, alors qu'elle est plus basse, et parfois inférieure à 1, pour la plupart des pays en développement. Exceptions : Hongkong, Angola, Azerbaïdjan, Nicaragua, Bolivie, Chili, etc. Le second, *Inward FDI Potential Index*, est plus complexe. Il se base sur des facteurs structurels à évolution lente. Toutes les nations industrialisées ont à cet égard des valeurs supérieures à celles des pays en développement.

Un chapitre du rapport 2002 sur l'investissement dans le monde est consacré aux plus grandes entreprises multinationales, lesquelles dépassent bien des Etats en

¹⁸ Gammeltoft P., *Remittances and Other Financial Flows to Developing Countries*, Copenhagen : Centre for Development Research, 2002, <www.cdr.dk/working_papers/wp-02-11.pdf>.

¹⁹ WB, *GDF 2002*, pp. 69 *sqq.*

²⁰ UNCTAD, *World Investment Report 2002 : Transnational Corporations and Export Competitiveness*, New York/Geneva, 2002, <www.unctad.org/en>.

²¹ UNCTAD Predicts 27 % Drop in FDI this Year, UNCTAD Press Release, 24 October 2002, TAD/INF/PR63.

termes de valeur ajoutée. La CNUCED analyse en outre, dans son rapport, l'importance croissante que revêtent les grandes entreprises pour la compétitivité exportatrice d'un pays ainsi que l'encouragement des IDE axés sur l'exportation.

Tableau 19: Investissements directs étrangers par régions ou pays, 1999-2001
(en milliards de dollars)

Région/Pays	Investissements entrants			Investissements sortants		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Pays industrialisés	838.0	1227.0	503.0	966.0	1271.0	581.0
dont Europe	507.0	832.0	336.0	754.0	1018.0	380.0
<i>Suisse</i>	11.7	16.3	10.0	33.2	42.7	16.3
Amérique du Nord	308.0	368.0	152.0	190.0	212.0	149.0
Japon	12.7	8.3	6.2	22.7	31.6	38.1
Pays en développ./transition	225.0	238.0	205.0	73.6	104.0	36.6
dont Amérique latine/Caraïbes	109.0	95.0	85.0	32.8	21.7	7.2
Asie	103.0	134.0	102.0	38.0	80.9	31.8
<i>Sud-Est asiatique</i>	100.0	131.0	94.0	36.0	79.7	30.6
<i>Asie centrale</i>	2.5	1.9	3.6	0.4	0.2	0.2
Europe centrale/de l'Est	25.4	26.6	27.2	2.4	4.0	3.5
Afrique	12.8	8.7	17.2	2.7	1.5	-2.5
<i>Afrique du Nord</i>	4.9	2.9	5.3	0.4	0.3	0.2
<i>Afrique subsaharienne</i>	7.9	5.8	11.8	2.4	1.3	-2.7
Pays en développ. les plus pauvres	5.4	3.7	3.8	0.4	0.7	0.3
Total	1088.0	1492.0	735.0	1042.0	1379.0	621.0

Source: UNCTAD, *World Investment Report 2002*, tableaux B.1/B.2, pp. 303 sqq.

Note: Les totaux des investissements entrants et des investissements sortants ne sont pas les mêmes en raison de méthodes statistiques différentes.

□ IDE: à qui profitent-ils ?

La CNUCED attribue aux IDE des effets nettement favorables à la croissance économique, raison pour laquelle cette organisation spécialisée des Nations unies prend de nombreuses initiatives pour encourager ce type d'investissements. Mais il convient de cibler ces efforts: au lieu d'attirer les IDE par des avantages fiscaux toujours plus importants ou d'autres incitations analogues, les pays en développement devraient miser davantage sur la formation et le transfert de technologie – telle est la critique formulée par l'*Overseas Development Institute*²². Cet organisme britannique considère que cela permettrait de mieux distribuer les avantages des IDE, lesquels pourraient ainsi contribuer directement à réduire la pauvreté.

Par ailleurs, la CNUCED comptait à fin 2001 un total de 2099 *accords bilatéraux de protection des investissements* et de 2185 *accords bilatéraux en matière de double imposition*²³. Alors que la CNUCED considère ces accords comme un moyen de promouvoir les IDE, des ONG mettent en cause les inégalités de pouvoir qui leur sont inhérentes et craignent une résurgence de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI)²⁴.

²² ODI, *Foreign Direct Investment: Who Gains?*, ODI Briefing Paper, London, April 2002, <www.odi.org.uk>.

²³ Voir à ce sujet <www.unctad.org/en/subsites/dite/bit_dtt.htm>.

²⁴ Voir Peterson Luke Eric, « International Investment Rules: Is the GATS Campaign Becoming a Red Herring? », *Bridges*, Year 6, n° 3, March/April 2002, <www.ictsd.org/monthly/bridges/BRIDGES6-3.pdf>.

La Suisse contribuera ces trois prochaines années, à hauteur de 1 million de dollars, au financement d'un instrument d'assistance technique de la CNUCED appelé *Quick Response Window (QRW)*, destiné à promouvoir les investissements. Elle fait ainsi partie des principaux bailleurs de fonds de la CNUCED en matière d'assistance technique²⁵.

❑ *Investissements directs en Suisse et depuis la Suisse*

La CNUCED indique que la Suisse a également été affectée par le recul des IDE entrants et sortants (voir tableau 20), ce qui est confirmé par les chiffres de la Banque nationale suisse²⁶. Il en ressort que les investissements suisses à l'étranger ont diminué dans toutes les régions du monde, davantage dans d'autres pays industrialisés que vers la plupart des pays émergents et en développement. L'économie suisse s'est largement retirée du Brésil et du Chili, tandis que les investissements directs de l'étranger en Suisse ont également diminué (voir tableau 20).

Tableau 20: Investissements directs de la Suisse dans des pays en développement et nouvellement industrialisés, 1999-2001 (en millions de francs)

Région	Capitaux exportés			Capitaux importés		
	1999	2000	2001 ^p	1999	2000 ^p	2001 ^p
Pays nouvellement industrialisés	6244	2015	603	-11	814	229
– Amérique latine	1295	1177	-411			
– Asie	4949	838	1013			
Pays en développement	5614	9246	5777	155	346	160
– Amérique latine	5343	8744	5272	109	322	138
– Afrique	293	259	-71	3	4	0
– Asie	-21	242	576	44	20	22
Pays industrialisés	38128	60917	12271	17459	31581	13137
Tous les pays	49986	72178	18651	17603	32741	13525

Source: Banque nationale suisse, *La balance suisse des paiements 2001*, Zurich: BNS, septembre 2002, <www.snb.ch/d/publikationen/>.

^p Chiffres provisoires.

7.3. ENDETTEMENT EXTÉRIEUR

Dans l'ensemble, l'endettement des pays en développement n'a que peu diminué. L'initiative en faveur des PPTE se trouve confrontée à des difficultés considérables. Côté suisse, le programme bilatéral de désendettement touche à sa fin.

❑ *Tendances*

La Banque mondiale annonce que l'endettement des pays en développement et en transition a marqué pour la seconde fois d'affilée une légère diminution, qui le ramène à 2442 milliards de dollars (voir tableau 21)²⁷. Seules les dettes à l'égard du FMI ont augmenté par rapport à l'année précédente.

²⁵ UNCTAD, *Switzerland Contributes \$1 million to UNCTAD Investment Promotion Projects*, UNCTAD Press Release, 24 October 2002, TAD/INF/NC43.

²⁶ BNS, *La balance suisse des paiements 2001*, Zurich: BNS, 2002, <www.snb.ch/d/publikationen/>.

²⁷ WB, *GDF 2002*.

**Tableau 21 : Endettement des pays en développement et en transition
(en milliards de dollars)**

	1980	1990	2000	2001
Endettement à long terme	452	1179	2048	1999
dont public et avec garantie de l'Etat	381	1114	1490	1468
– public	178	604	844	828
<i>multilatéral</i>	49	207	347	347
<i>bilatéral</i>	129	397	497	481
– privé avec garantie de l'Etat	202	510	647	640
– privé sans garantie	71	66	557	531
Crédits du FMI	12	35	64	75
Crédits à court terme	146	244	380	368
Endettement cumulé	609	1458	2492	2442

Source : WB, *Global Development Finance 2002*, vol. I, pp. 222 *sqq.*, Washington, 2002.

On observe également une baisse légère des indices d'endettement (rapport dette/exportations et rapport service de la dette/exportations) sur l'ensemble des pays en développement, tandis que les pays des régions Asie de l'Est/Pacifique et Afrique subsaharienne voient leurs indices augmenter quelque peu (voir tableau 22). Les chiffres relatifs aux pays lourdement endettés à revenus faibles ou moyens n'ont pas encore été publiés.

Tableau 22 : Indices d'endettement 1990, 1999-2001 (en %)

Catégories de pays	d/ex ^a 1990	d/ex 1999	d/ex 2000	d/ex 2001	sd/ex ^a 1990	sd/ex 1999	sd/ex 2000	sd/ex 2001
Tous les pays en dévelop.	161.0	141.0	113.3	112.2	18.1	21.4	18.1	17.6
Asie de l'Est/Pacifique	108.4	95.5	74.0	74.2	15.7	15.8	10.9	11.5
Europe/Asie centrale		143.8	120.5	112.6		18.0	18.1	18.4
Amér. latine/Caraïbes	255.4	208.4	167.2	167.0	24.5	41.6	38.7	33.3
Moy.-Orient/Afr. du Nord	113.9	111.5	85.5	85.4	15.0	13.7	10.5	10.2
Asie du Sud	324.7	174.5	154.9	141.5	28.7	15.5	13.8	2.3
Afrique subsaharienne	208.3	210.8	177.9	178.8	12.8	13.9	12.2	12.4
Pays lourdement endettés à faibles revenus	331.0	309.2	237.9		26.2	23.9	19.3	
Pays lourdement endettés à revenus moyens	409.3	412.0	354.3		30.8	83.0	69.6	

Source : WB, *Global Development Finance 2002*, vol. I, pp. 222 *sqq.* Données par pays : *ibid.*, vol. II.

^a d/ex = rapport dette/exportations de biens et services ; sd/ex = rapport service de la dette/exportations de biens et services.

❑ *L'initiative PPTE dans une phase critique*

Jusqu'à septembre 2002, des mesures de désendettement avaient été prises pour 26 des 38 pays initialement classés dans la catégorie des PPTE. Et seuls six pays ont atteint jusqu'ici le *point d'achèvement*.

📖 **ASTM 2002**, pp.137 *sqq.* ; **ASTM 2001**, pp. 149 *sqq.* ; **ASTM 2000**, pp. 129 *sqq.*

Des obstacles apparaissaient déjà dans le rapport rédigé conjointement par le FMI et la Banque mondiale pour leur session de printemps. Et les deux instances ont dû admettre des difficultés considérables dans leur rapport semestriel pour la session annuelle de septembre²⁸. L'endettement (valeur actualisée nette)

²⁸ IMF/WB, *Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative : Status of Implementation*, Washington, April 12, 2002, <www.imf.org/external/np/hipc/2002/status/041202.htm>; IMF/WB, *The Enhanced*

a tout de même pu être réduit de 25 milliards de dollars, et le service de la dette (valeur actualisée nette) diminue de 41 milliards de dollars. Mais il s'avère extrêmement difficile d'inclure dans ces opérations les 12 pays restants, souvent déchirés par des conflits et dont les arriérés de paiements aux Institutions de Bretton Woods (IBW) sont pour certains considérables.

Bien des pays ayant atteint le *point de décision* ont énormément de peine à remplir les conditions nécessaires pour parvenir au *point d'achèvement*. Certains tardent considérablement à réaliser leur Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). D'autres ne satisfont pas les critères rigoureux qui leur sont imposés pour les programmes d'ajustement et de réformes. Les prévisions optimistes des IBW en matière de recettes d'exportations ne se sont pas réalisées pour quantité de pays confrontés à une conjoncture mondiale défavorable, et dont le degré de viabilité de la dette n'atteint pas le niveau attendu. Il leur faut ainsi une aide complémentaire. La Suisse se montre prête à cofinancer ces appoints (*topping up*) – comme elle l'a déjà fait pour le Burkina Faso – dans les situations provoquées par des chocs de l'extérieur. FMI et Banque mondiale doivent reconnaître que l'initiative PPTE ne peut pas assurer à elle seule une viabilité durable de la dette.

Le financement de ces opérations, lui aussi, pose à nouveau des problèmes. Pour le moment, le FMI se trouve à même d'alimenter sa part, tandis que la Banque mondiale est dans une situation difficile avec son Fonds fiduciaire PPTE, les contributions promises n'ayant pas été entièrement versées et aussi du fait que certaines catégories de créanciers (non membres du Club de Paris) ne remplissent pas leurs obligations. En effet, certains créanciers publics et privés portent atteinte à l'initiative PPTE en bradant leurs titres de créance sur le marché secondaire, ou en essayant de recouvrer leur argent par voie judiciaire. Cela revient à s'écarter du cadre de cette initiative, au détriment des autres créanciers. Par ailleurs, les opérations de *topping up* entraînent des coûts supplémentaires.

La dégradation que subissent les pays débiteurs – du continent africain notamment – a conduit Jeffrey Sachs, économiste réputé, à proposer dans divers médias que les pays en développement versent le solde à payer de leur service de la dette dans un fonds de lutte contre le VIH/sida²⁹.

Les ONG ont revendiqué une amélioration substantielle du processus de désendettement. Selon elles, celui-ci doit être spécifiquement destiné à atteindre les objectifs de développement qui avaient été fixés pour l'échéance du millénaire. Et le service de la dette ne devrait être honoré que dans la mesure où cela laisse suffisamment de moyens à mobiliser pour y parvenir³⁰.

Le Département d'évaluation des opérations (OED) de la Banque mondiale, qui

HIPC Initiative and the Achievement of Long-Term External Debt Sustainability, Washington, April 15, 2002, <www.imf.org/np/hipc/lteds/041502.htm>; IMF/WB, *Heavily Indebted Poor Countries (HIPC): Status of Implementation*, Washington, September 23, 2002, <www.imf.org/external/np/hipc/2002/status/092302.htm>.

²⁹ Voir <www.africaaction.org/action/sachsbp.pdf>.

³⁰ CAFOD/Oxfam/Christian Aid/Eurodad, *A Joint Submission to the World Bank and IMF Review of HIPC and Debt Sustainability*, August 2002, <www.eurodad.org>; Eurodad, *Putting Sustainable Development First*, Brussels, August 2002, <www.eurodad.org>; Greenhill Romilly, *The Unbreakable Link: Debt Relief and the Millennium Development Goals*, London: Jubilee Research at the New Economics Foundation, 2002, <www.jubileeplus.org>.

étudie en détail les efforts entrepris par les PPTE, porte sur ceux-ci un jugement dans l'ensemble positif tout en soulignant qu'ils ne sauraient résoudre le problème de la pauvreté. Des prévisions trop optimistes – concernant par exemple les exportations – sont une des raisons pour lesquelles beaucoup de pays ont de la peine à atteindre le *point d'achèvement*. L'OED estime que le principe de la *viabilité de la dette* n'a pas encore atteint la maturité nécessaire. Par ailleurs, il met en garde contre l'illusion que l'initiative PPTE pourrait résoudre le problème du développement.

❑ *Réaménagement de dettes publiques*

Au cours des trente dernières années, les pays de l'OCDE-CAD ont remis des dettes pour un total d'environ 29 milliards de dollars, dont 20 milliards en crédits d'aide publique au développement³¹. Le Club de Paris – au sein duquel sont réaménagés les crédits gouvernementaux et les crédits d'exportation privés bénéficiant d'une garantie de l'Etat – a conclu en 2001, avec 17 pays, des accords portant sur le rééchelonnement de dettes multilatérales totalisant 25,6 milliards de dollars. République fédérale de Yougoslavie mise à part, il s'agissait exclusivement de pays à bas revenus. Treize d'entre eux s'inscrivent dans l'initiative PPTE, les quatre autres étant la Géorgie, le Pakistan, l'Ukraine et la RF de Yougoslavie³². Jusqu'à mi-novembre 2002 il s'y est ajouté 12 accords portant sur un total d'environ 16 milliards de dollars.

La Suisse a conclu en 2001 des accords de ce type avec le Kenya (5,5 millions de francs, créance de la GRE), le Pakistan (33 millions, créance de la GRE) et Madagascar (1,8 million, créance de la Confédération), sur la base des accords multilatéraux du Club de Paris. Elle a convenu avec le Nigeria, en janvier 2002, le réaménagement d'une dette de 255 millions de francs (créance de la GRE); cet accord a été suspendu par décision de la Cour suprême de justice du Nigeria. En octobre, la Suisse et la RF de Yougoslavie ont signé un accord bilatéral qui englobe tous les arriérés (383 millions de francs) découlant des conversions de dettes précédentes³³.

❑ *Dettes commerciales*

En 2001 ont été passés, dans le cadre du *Club de Londres*, 26 accords entre pays débiteurs et créanciers commerciaux, portant sur la conversion de dettes privées pour un total de 104,9 milliards de dollars³⁴. Pays à bas revenus, le Honduras, la Tanzanie et le Yémen ont racheté pour 452 millions de dettes privées en recourant au *Fonds de réduction de la dette de l'AID*. Les autres opérations de réaménagement concernaient l'Ukraine, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique, la Jordanie, Panama et la Turquie.

❑ *Programme suisse de désendettement*

³¹ WB, *GDF 2002*, p. 104.

³² WB, *GDF 2002*, Appendix 3, pp. 151 *sqq.*, ainsi que le site Internet du Club de Paris qui donne régulièrement des informations sur les nouveaux accords, <www.clubdeparis.org/en/index.phpb>.

³³ GRE, *Rapport annuel 2001*, Zurich, 2002, ainsi que des informations régulières sur son site Internet, <www.swiss-erg.com>.

³⁴ WB, *GDF 2002*, Appendix 2, pp. 133 *sqq.*

Les 514 millions de francs à disposition pour des mesures de désendettement avaient été entièrement engagés à fin 2002. La Suisse a versé cette année-là une nouvelle contribution à l'initiative PPTE dans le cadre d'une vaste opération de désendettement de pays pauvres.

La Confédération a continué de soutenir le programme destiné à renforcer l'aptitude des PPTE à gérer leur dette. L'effort de décentralisation s'est poursuivi (délégation de la responsabilité aux instances régionales d'Afrique et d'Amérique latine). L'organisme responsable du programme reste *Debt Relief International*³⁵. Deux rencontres ministérielles ont à nouveau eu lieu.

Le seco prolongé de deux ans, sur une base réduite, le mandat qu'il confie au service de désendettement de la Communauté de travail des organisations de développement. Ce service a pour tâche de boucler les fonds de contrepartie, dont huit sur douze ont été entièrement utilisés. Le mandat en question a été par ailleurs étendu à des questions de politique internationale de désendettement et aux Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) dans les PPTE.

7.4. INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Les institutions internationales ont continué à subir la pression exercée par les milieux qui réclament des réformes. Le modèle de développement actuel – libéralisation et intégration dans l'économie mondiale – fait l'objet de vives discussions, également dans ces institutions elles-mêmes. Les responsables de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont exhorté à plusieurs reprises les nations riches à tenir leurs promesses à l'égard des pays démunis.

□ *Débat animé sur le développement*

L'accumulation de crises a suscité de vives discussions à propos des modèles et des stratégies de développement. Typique, à cet égard, a été la controverse provoquée par le nouvel ouvrage du Prix Nobel Joseph Stiglitz³⁶, assortie de polémiques et d'accusations personnelles. La critique de Stiglitz s'adresse plus particulièrement au FMI, dont les recettes standard nuiraient plus aux pays en développement qu'elles ne leur serviraient; l'ouverture du marché des capitaux serait une coûteuse erreur. Ce débat mené au sein des institutions et sur la place publique (médias, milieux universitaires) a généré une multitude d'articles, d'études et de déclarations.

Au-delà de cette polémique autour de Stiglitz, de nombreux écrits sont parus, dans le cadre des Institutions de Bretton Woods et en dehors, sur la mondialisation, la croissance et le partage. Beaucoup de ces études portent sur des questions telles que: La globalisation est-elle un facteur d'inégalité? Comment aménager la croissance pour qu'elle profite aux pauvres? L'inégalité conduit-elle au sous-développement? Les grandes conférences de Monterrey et de Johannesburg ont aussi contribué à l'animation de ce débat – en s'interrogeant par exemple sur les moyens d'atteindre les objectifs de développement du millénaire, de mesurer les

³⁵ Voir <www.dri.org.uk>.

³⁶ Stiglitz Joseph, *La Grande Désillusion*, Paris: Fayard, 2002.

résultats du développement ou de créer de nouveaux partenariats.

Alors que des opinions très diverses continuent de s'affronter, on observe un changement de ton remarquable – même au sein de la Banque mondiale et du FMI : la mondialisation n'est plus considérée comme un phénomène inéluctable ; elle ouvre des opportunités mais comporte aussi des risques et des incertitudes. Une globalisation maîtrisée requiert des interventions politiques et des institutions ; elle doit combattre la pauvreté, viser une croissance générale et durable, respecter la diversité des valeurs et des points de vue (*making globalization work for the poor*). Les cadres de la Banque mondiale ont exhorté à plusieurs reprises les nations industrialisées à revoir leurs structures et à tenir leurs promesses. On devrait mieux surveiller les pays riches, les rendre responsables, et surtout faire en sorte qu'ils ouvrent leurs marchés aux pays en développement³⁷ et accroissent leur APD.

Mais beaucoup d'ONG ont maintenu leur affirmation que FMI et Banque mondiale ne s'étaient pas vraiment affranchis du consensus de Washington. Elles revendiquent des alternatives au néolibéralisme et à la globalisation économique, un nouveau paradigme de développement, un modèle de croissance basé sur la demande intérieure³⁸.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a réclamé l'application de principes plus démocratiques au sein du FMI et de la Banque mondiale, ainsi que davantage de poids aux pays en développement dans les décisions économiques à caractère global³⁹.

□ Lutte contre la pauvreté

Le FMI ainsi que la Banque mondiale ont pour objectif déclaré de combattre la pauvreté. Leur principal instrument commun, associé à l'initiative pour le désendettement des pays les plus démunis (initiative PPTE), est le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).

📖 **ASTM 2000/2001/2002**, les chapitres 1 respectifs (sous-parties « Endettement extérieur », paragraphes sur les PPTE et les DSRP).

Le FMI et la Banque mondiale ont lancé un vaste processus public d'examen critique des DSRP. Principaux éléments de cette investigation : des consultations écrites, quatre conférences régionales et une rencontre internationale en janvier 2002 à Washington (DDC, seco et Communauté de travail des organisations de développement y participaient). Ils ont confirmé les difficultés du processus aussi bien que la nécessité d'une méthode participative, conduite par les

³⁷ Le FMI et la Banque mondiale ont publié entre autres à ce sujet un document commun pour leur session annuelle de septembre 2002 : IMF/WB, *Market Access for Developing Country Exports : Selected Issues*, September 26, 2002, <www.imf.org/external/np/pdr/ma/2002/eng/092602.htm>. La Banque mondiale a créé tout exprès un site Internet : <www1.worldbank.org/wbiep/trade>. Voir aussi : Oxfam, *Eight Broken Promises*, Oxfam Briefing Paper, n° 9, Oxford, 2002, <www.oxfam.org/uk/policy/papers/8broken/8broken.html>; IMF, *World Economic Outlook : Trade and Finance*, September 2002.

³⁸ Pour une bonne vue d'ensemble : *After Neoliberalism : Economic Policies That Work for the Poor. A Collection of Papers Presented at a Conference on Alternatives to Neoliberalism*, May 23-24, 2002, Washington, <www.new-rules.org/Publications/After_neolib/after_neolib.html>.

³⁹ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, New York/Genève, 2002, chap. 5, « Approfondir la démocratie au niveau mondial », pp. 101 *sqq.*

pays concernés. La politique de développement devrait être centrée sur les stratégies élaborées par chacun de ces pays – avec un processus d'apprentissage dans lequel il s'agit aussi bien d'analyser la nature et les causes de la pauvreté que d'organiser les moyens de la vaincre.

Voici les points faibles qui ont été décelés dans les méthodes en usage : manque de liens entre macroéconomie et lutte contre la pauvreté, contrôle insuffisant des effets sur la pauvreté que produisent les stratégies de développement, finances publiques peu orientées sur les besoins de la lutte contre la pauvreté, stratégies des bailleurs de fonds mal coordonnées avec celles de la lutte contre la pauvreté élaborées dans les pays concernés⁴⁰.

Autres documents importants : les rapports semestriels sur les DSRP publiés conjointement par le FMI et la Banque mondiale pour leurs sessions de printemps et d'automne⁴¹. Jusqu'à août 2002, 18 pays avaient élaboré un DSRP complet, 45 autres avaient rédigé un DSRP intérimaire, et cinq pays dressent des rapports d'avancement annuels. La Suisse a appuyé la revendication selon laquelle les bailleurs de fonds devraient mieux axer leurs activités sur les stratégies existantes. La DDC et le seco ont publié en plusieurs langues une petite brochure concernant les DSRP, avec l'exposé des éléments essentiels de leur position⁴².

L'année 2002 a également donné lieu à une multitude d'études sur cette problématique, publiées par des universitaires, des gouvernements et des ONG⁴³. Le processus de consultation est toujours une question centrale dont la solution reste à trouver : qui représente la société civile, quel est le rôle des parlements et des communes ? Les ONG admettent que les DSRP améliorent sensiblement la prise en compte des aspects sociaux dans l'élaboration des budgets, mais font remarquer que le niveau de participation de la société civile et l'influence de ces stratégies sur les chiffres de référence macroéconomiques restent pratiquement négligeables.

7.4.1 FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Le FMI a multiplié par trois son volume de crédits. Il a essayé par ailleurs de rendre son aide plus efficace et mieux ciblée et d'y associer davantage le secteur privé. Les efforts en vue de réformer l'architecture financière internationale se

⁴⁰ Cet examen est décrit sous <www.imf.org/external/nprsp/prsp.asp> et <www.worldbank.org/poverty/strategies/review/index.htm>. Voir aussi : IMF, *World Bank Conclude Joint Poverty Reduction Strategy Conference*, IMF Press Release 02/5, January 18, 2002, <www.imf.org/external/npr/sec/pr/2002/pr0205.htm>. Voir également les rapports annuels 2002 du FMI et de la Banque mondiale, ainsi que le site Internet que celle-ci consacre aux DSRP : <www.worldbank.org/poverty/strategies/index.htm>.

⁴¹ Dernier rapport : IMF/WB, *Poverty Reduction Strategy Papers: Progress in Implementation*, IMF/WB, September 2002, <www.imf.org/external/nprspgen/2002/ng/091102.htm>.

⁴² DDC et seco, *Poverty Reduction Strategy Papers at a Glance*, Berne, 2000, <www.deza.admin.ch> et <www.seco.admin.ch>.

⁴³ L'organisme britannique Overseas Development Institute fait de très nombreuses recherches et publications, dont <www.odi.org.uk/ooog/index.htm>. Autre publication importante : *Le développement économique en Afrique. De l'ajustement à la réduction de la pauvreté : qu'y a-t-il de nouveau ?*, New York et Genève, 2002, <www.unctad.org/en/pub/pogdsaficad2.en.htm>. A relever de la part des ONG : Panos, *Reducing Poverty: Is the World Bank's Strategy Working ?*, London, August 2002, <www.panos.org.uk/briefing/reducing_poverty_front.htm>.

sont poursuivis sans beaucoup progresser. En tout état de cause, le FMI a présenté des propositions en vue d'instaurer un droit d'insolvabilité applicable aux Etats souverains.

❑ Triplement des crédits accordés

La vulnérabilité de plusieurs pays aux crises et la situation fragile de l'économie mondiale ont conduit le FMI, au cours de son exercice clôturé à fin avril 2002, à tripler par rapport à l'année précédente les crédits octroyés aussi bien que ses versements, qui atteignent respectivement les montants records de 41 et de 30 milliards de DTS (droits de tirage spéciaux) (voir tableau 23)⁴⁴. Le Brésil a ainsi reçu 12,1 milliards de DTS (septembre 2001), et la Turquie 12,8 milliards. Le nouveau crédit de 22,8 milliards de DTS octroyé au Brésil ne se concrétisera qu'au cours de l'exercice 2003. Quant aux crédits accordés par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) destinée aux plus pauvres des pays en développement, ils atteignent également un record qui se chiffre à 2,7 milliards de dollars. Ceux-ci devraient également atteindre 2 milliards de dollars en 2002, de sorte que le FMI se verra bientôt contraint de réapprovisionner la FRPC.

Tableau 23: Crédits du FMI, 1998-2002 (en milliards de DTS, clôture au 30 avril)

	1998	1999	2000	2001	2002
Engagements	32.2	29.4	22.9	14.3	41.2
Versements	21.0	24.9	6.9	10.2	30.1
Remboursements	4.4	11.1	23.6	11.8	20.0
Transferts nets	16.6	13.8	-16.7	-1.6	10.1
Crédits non remboursés	56.0	67.2	50.4	48.7	58.7
Obligations non honorées à l'échéance	2.3	2.3	2.3	2.2	2.4
Nombre d'accords de prêt	60.0	56.0	58.0	80.0	69.0

Source: IMF, *Annual Report 2002*, Washington, 2002, <www.imf.org/external/pubs/ft/ar/2002/eng/index.htm>.

❑ Surveillance renforcée

Le FMI a renforcé les *activités de surveillance* qu'il exerce sur les pays membres, ainsi qu'aux échelons régional et global. Son conseil d'administration a achevé en avril un passage en revue des principes appliqués dans ce domaine : au-delà des politiques pratiquées en matière fiscale et monétaire, il entend accorder désormais une attention plus soutenue aux contrôles portant sur la vulnérabilité extérieure, sur la viabilité de la dette et sur le degré de fragilité du secteur financier. La Suisse a appuyé cette extension des activités de surveillance⁴⁵.

Sa surveillance globale s'exerce dans le cadre de discussions régulières au sein du conseil d'administration. Le *World Economic Outlook* du FMI paraît en règle générale deux fois par année. Son édition d'avril 2002 examine plus particulièrement les effets des marchés financiers sur l'économie réelle d'une part, la problématique «récession et reprise» d'autre part⁴⁶. Le numéro de septembre est

⁴⁴ IMF, *Annual Report 2002 : Making the Global Economy Work for All*, Washington, 2002, <www.imf.org/external/pubs/ft/2002/eng/>.

⁴⁵ IMF, Executive Director for Azerbaijan, Kyrgyz Republic, Poland, Switzerland, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan, FR Yugoslavia, *Activity Report 2002*, Washington, 2002. Voir aussi : IMF, *Annual Report 2002*, Box 2.1.

consacré essentiellement à des questions commerciales et financières⁴⁷. *Global Financial Stability Report* est une nouvelle publication trimestrielle parue la première fois en mars 2002 ; elle s'occupe des marchés financiers⁴⁸.

L'activité de surveillance du FMI englobe aussi les *mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme*, adoptées en septembre. Comme la majorité des administrateurs du FMI, la Suisse estime que cette institution doit limiter ses interventions aux secteurs qui sont spécifiquement de sa compétence (macroéconomie) tout en cherchant à collaborer étroitement et à partager judicieusement les tâches avec le *Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI)* qui se trouve au siège de l'OCDE à Paris.

Quelques pays ont été contrôlés dans le cadre des *consultations au titre de l'article IV* des statuts du FMI. Ces consultations ont eu lieu pour la Suisse fin février/début mars 2002, et la discussion au sein du conseil d'administration à la fin du mois de mai⁴⁹. Lors des consultations de début mars, la Communauté de travail des oeuvres d'entraide et la Déclaration de Berne ont également pu donner leur avis sur certains aspects de la politique commerciale de la Suisse à l'égard des pays en développement, sur l'insuffisance de l'APD et sur le rôle de la Suisse en tant que pays d'accueil pour l'évasion fiscale. En même temps que le rapport relatif aux consultations au titre de l'article IV, le FMI a publié un rapport sur son examen de la place financière suisse. Selon ce dernier, le système financier suisse est solide et sa régulation est conforme aux normes reconnues sur le plan international. Les problèmes d'évasion fiscale n'ont pas été évoqués⁵⁰.

Annuaire 2003, n° 1, chap. 8.

Réforme du système financier international

Les efforts en vue d'améliorer la *prévention des crises* se sont poursuivis. Il s'agit de mettre en place des dispositifs d'alerte destinés à déceler plus tôt et de façon plus claire les situations de vulnérabilité vis-à-vis de l'étranger, ainsi que les risques de dissémination de crises. Le FMI a continué de travailler avec d'autres organisations à une transparence accrue dans le secteur financier, ainsi qu'à l'instauration et à l'application de normes et de règlements internationaux. Les progrès ont été moins importants côté *résolution de crises*. Le *directeur exécutif suisse* au FMI estime que le secteur privé n'a pas été suffisamment associé à la résolution des crises les plus récentes⁵¹. Il approuve par contre les efforts de

⁴⁶ IMF, *World Economic Outlook: Recession and Recoveries*, April 2002, Washington, <www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2002/01/>.

⁴⁷ IMF, *World Economic Outlook: Trade and Finance*.

⁴⁸ IMF, *Global Financial Stability Report*, Washington, 2002, revue trimestrielle, <www.imf.org/external/pubs/ft/gfsr/>.

⁴⁹ IMF, *Switzerland-2002 Article IV Consultation: Concluding Statement*, Bern, March 4, 2002, <www.imf.org/external/np/ms/2002/030402.htm>; IMF, *Switzerland: 2002 Article IV Consultation – Staff Report*, Washington, June 3, 2002, <www.imf.org/external/pubs/c/ct/longres.cfm?sk=15871.0>. Autres publications récentes du FMI sur la Suisse (p. ex. frein à l'endettement et faible croissance), voir <www.imf.org/external/country/CHE/index.htm>.

⁵⁰ IMF, *Switzerland: Financial System Stability Assessment*, Washington, June 3, 2002, <www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=15873.0>.

Le Département fédéral des finances a publié (outre des dossiers de presse) ce rapport sur son site Internet : <www.efd.admin.ch/t/dok/medien/medienmitteilungen/2002/06/iwf.htm>.

rigueur du FMI quant aux critères d'octroi de capitaux, ainsi que ses analyses de viabilité de la dette. La Suisse appuie également la proposition d'instaurer un mécanisme international pour dépasser les situations d'insolvabilité (*mécanisme de restructuration de la dette souveraine, MRDS*). Anne Krueger, première directrice générale adjointe du FMI, a fait une proposition surprenante dans ce sens fin novembre 2001. Depuis lors, les propositions du FMI ont été modifiées et nuancées. Sur invitation de la Suisse, M^{me} Krueger les a présentées mi-août à Genève dans le cadre d'une manifestation officielle. Des Etats européens ont soutenu ces propositions, tandis que les Etats-Unis et les grandes banques privées donnent la préférence à des clauses collectives à stipuler sur une base amiable dans les accords d'emprunts. Les pays en développement craignent un renchérissement du crédit. Les ONG sont hostiles à une position de force du FMI du fait que celui-ci, étant créancier, est à la fois juge et partie⁵².

□ *Politique de crédit et conditionnalité*

Le FMI a réexaminé de manière approfondie ses critères de conditionnalité au cours de ces deux dernières années, avec des consultations et des débats publics à ce sujet. Désormais, il n'exigera des mesures d'ordre structurel que si c'est nécessaire pour atteindre les buts visés par le programme d'un pays donné. Ces mesures devront se limiter aux secteurs qui ont des incidences sur les objectifs macroéconomiques du programme en question. Le pays concerné lui réservera ainsi un meilleur accueil et adoptera une attitude plus responsable. La Suisse a soutenu ces réformes tout en regrettant une formulation trop peu concrète des directives correspondantes⁵³. Le Bureau indépendant d'évaluation du FMI a consacré son premier rapport au problème de l'utilisation prolongée de ses ressources par les pays membres, et des inconvénients qui en résultent.

□ *Autres activités de la Suisse au sein du FMI*

Un changement est intervenu au conseil d'administration en novembre 2002: Roberto Cippà a réintégré la Banque nationale suisse, et sa succession est assurée par son conseiller Fritz Zurbrügg.

La Suisse a versé, en mars 2002, une contribution de 1,8 million de francs dans un fonds spécial du FMI destiné à réduire les intérêts perçus pour les crédits d'urgence⁵⁴.

Par ailleurs, le Conseil fédéral est prêt à impliquer davantage les Chambres dans les activités des Institutions de Bretton Woods, comme le demandait la Commission de politique extérieure du Conseil national⁵⁵. Le Département fédé-

⁵¹ IMF, Executive Director for Azerbaijan, Kyrgyz Republic, Poland, Switzerland, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan, FR Yugoslavia, *Activity Report 2002*, Washington, 2002, p. 15.

⁵² Pour un aperçu général de la question, voir la fiche technique du FMI répertoriant aussi ses principales publications sur ce sujet: FMI, *Propositions pour un mécanisme de restructuration de la dette souveraine*, fiche technique, Washington, septembre 2002, <www.imf.org/external/np/exr/facts/sdrm.htm>. L'Administration fédérale des finances a préparé un dossier de presse pour la visite de M^{me} Krueger, <www.efv.admin.ch>. Les positions de diverses ONG peuvent être consultées sous <www.erlassjahr.de>, <www.jubileeplus.org> et sur le site de CIDSE-Caritas Internationalis <www.cidse.org>. La position des banques est donnée par <www.iif.org>.

⁵³ IMF, Executive Director for Azerbaijan, Kyrgyz Republic, Poland, Switzerland, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan, FR Yugoslavia, *Activity Report 2002*, Washington, 2002, pp. 10 *sqq.*

⁵⁴ DFF, *La Suisse participe au fonds pour les crédits d'urgence du FMI*, communiqué de presse, 8.3.02, <www.efd.admin.ch/t/dok/medien/medienmitteilungen/2002/03/iwfkredite.htm?>.

ral des finances publie désormais sur son site Internet (en allemand) le bulletin destiné aux membres des commissions de politique extérieure des Chambres fédérales et de la Commission consultative pour le développement et la coopération internationale⁵⁶. Ce bulletin présente les décisions et les événements récents du FMI, ainsi qu'un aperçu des thèmes à venir.

Le Conseil fédéral a reconduit la participation de la Suisse aux Accords généraux d'emprunt (AGE) et aux Nouveaux accords d'emprunt (NAE) du FMI⁵⁷. En cas de crise, la Banque nationale suisse pourrait contribuer à renflouer celui-ci par des apports totalisant 3 milliards de francs au maximum.

7.4.2 BANQUE MONDIALE

BIRD et AID ont accru leurs engagements ; la 13^e reconstitution du capital de l'AID a pu être finalisée ; les débats au sein de la Banque mondiale se sont concentrés sur l'efficacité de l'aide.

□ Crédits accrus

BIRD et AID ont augmenté leurs crédits⁵⁸. Durant l'exercice écoulé (1^{er} juillet 2001-30 juin 2002), la BIRD a accordé 96 nouveaux crédits totalisant 11,5 milliards de dollars (voir tableau 24). Un montant record de 4,9 milliards de dollars a été octroyé à des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, davantage qu'à l'Amérique latine (4,2 milliards). Les engagements de l'AID, 133 opérations, atteignent également un record qui se chiffre à 8,1 milliards de dollars. Rien que les Etats africains ont obtenu 63 nouveaux crédits dont le total se monte à 3,8 milliards de dollars. Près de deux tiers des engagements de la BIRD concernaient des crédits d'ajustement – une proportion qui n'avait jamais été atteinte jusque-là. Quant à l'AID, les crédits d'investissement ont atteint 70 % du total octroyé, donc plus du double des crédits d'ajustement.

Tableau 24: Flux de ressources de la BIRD et de l'AID, 1999-2002
(en milliards de dollars, clôture au 30 juin)

	1999	2000	2001	2002
BIRD				
Engagements	22.2	10.9	10.5	11.5
Versements	18.1	13.3	11.8	11.3
Crédits non utilisés	117.2	120.1	118.9	121.6
AID				
Engagements	6.8	4.4	6.8	8.1
Versements	6.0	5.2	5.5	6.6
Crédits non utilisés	83.7	86.7	86.6	96.3

Source : WB, *Annual Report 2002*, vol. 1 et 2, Washington, 2002, <www.worldbank.org/annualreport/2002>.

⁵⁵ DFF, *Le Conseil fédéral favorable à des assemblées parlementaires au FMI et à la Banque mondiale*, communiqué de presse, 27.2.02, <www.efd.admin.ch/f/dok/presse/mm0202/iwf.htm>.

⁵⁶ Eidg. Finanzverwaltung, *Newsletter zum IWF*, <www.efv.admin.ch/d/internat/iwf_int/pdf/newslett.pdf>. Le Département fédéral de l'économie (seco en collaboration avec la DDC) rédige un bulletin correspondant à propos de la Banque mondiale, mais sans le publier jusqu'à présent.

⁵⁷ DFF, *La Suisse continuera à participer au « système de réassurance » du Fonds monétaire international*, communiqué de presse, 20.11.02, <www.efd.admin.ch/f/dok/medien/medienmitteilungen/2002/11/iwf_rueckversicherung.htm>.

⁵⁸ WB, *Annual Report 2002*, vol. 1 et 2, Washington, 2002, <www.worldbank.org/annualreport/2002>.

Pour financer ses crédits, la BIRD a elle-même emprunté 23 milliards de dollars dans dix monnaies différentes. Elle dispose ainsi en tout de 110 milliards de dollars sur le marché des capitaux.

Au cours de l'exercice écoulé, BIRD et AID ont acheté pour 2,8 milliards de dollars de biens et services en dehors des pays bénéficiaires de leurs programmes, dont pour 82 millions en Suisse (2,93 %).

❑ *Efficacité de l'aide*

Rôle, efficacité, qualité de l'aide au processus de développement ont été en 2002 un sujet de préoccupation central au sein de la Banque mondiale – encore accentué par les critiques que lui adressaient les Etats-Unis. La Banque a ainsi publié une vaste étude à l'occasion de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement. Sa thèse : saine politique, institutions fortes et bonne gouvernance sont les facteurs déterminants de la qualité du processus de développement. L'aide au développement ne remplace pas l'engagement des pays directement concernés ; elle ne peut que le soutenir⁵⁹. Un document présenté au Comité d'aide au développement lors de la session de printemps 2002 insistait en outre sur l'importance d'un contexte international favorable. Selon le point de vue de la Suisse, il faut que la Banque adapte son fonctionnement interne pour obtenir de bons résultats, notamment qu'elle s'intéresse moins aux facteurs de production et davantage à la production elle-même. Elle devrait en outre améliorer ses méthodes d'évaluation⁶⁰. L'efficacité de l'aide a également été un sujet important lors de la 13^e reconstitution du fonds de l'AID (voir encadré ci-dessous).

13^e reconstitution du fonds de l'AID

La reconstitution du fonds de l'AID n'a pu être achevée qu'au début juillet 2002, avec plus de six mois de retard. Cet organisme dispose d'une enveloppe de 18 milliards de DTS, dont 10 milliards en nouveaux apports des pays donateurs. La Banque mondiale y contribue à hauteur de 8 milliards provenant de remboursements et de bénéfices. La part assumée par la Suisse se chiffre à 2,43 %^a.

La principale raison de ce retard a été le différend entre Etats-Unis et Europe sur la question de savoir s'il était judicieux que l'AID remplace par des dons une partie plus ou moins importante de ses prêts sans intérêts aux pays les plus pauvres. Les Etats-Unis souhaitaient que la proportion de dons soit la plus élevée possible afin de ne pas alourdir davantage l'endettement de ces pays, sans toutefois déclarer d'emblée qu'ils étaient disposés à verser des contributions accrues pour assurer le refinancement futur de l'AID. Les pays européens – Suisse comprise – craignaient que cela n'ait pour effet de tarir les ressources de l'AID à moyen terme, et aussi que cela ne compromette la répartition des tâches avec les agences onusiennes. Le compromis proposé actuellement prévoit une part de dons de 18 à 21 %, que les pays les plus pauvres devraient utiliser pour combattre le sida, assurer la viabilité de leur dette, affronter des catastrophes naturelles ou surmonter une phase postconflit.

^a WB, *IDA Donors Reach Agreement on Increased Funding for Poorest Countries*, News Release n° 2002/001/S, July 2, 2002, <<http://web.worldbank.org/Website/External/news/>>. Tous les documents relatifs à la reconstitution sont disponibles sur le site de l'AID à la page suivante : <www.worldbank.org/ida/ida13docs.html>.

⁵⁹ WB, *The Role and Effectiveness of Development Assistance : Lessons from World Bank Experiences*, Research Working Paper, Washington, March 18, 2002, <<http://econ.worldbank.org/view.phü?type=5&id=13080>>. Voir aussi : WB, *Annual Report 2002*, chapitre 3, et IMF/WB, Development Committee, *Development Effectiveness, Partnership, and Challenges for the Future*, DC2002-0006, April 9, 2002, <<http://wbln0018.worldbank.org/DCS/devcom.nsf>>.

⁶⁰ WB, Executive Director for Azerbaijan, Kyrgyz Republic, Poland, Switzerland, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan, FR Yugoslavia, *Report to the Governors for the Annual Meetings*, September 2002, pp. 4 *sqq.*

Des ONG du monde entier ont réclamé de la Banque mondiale non seulement davantage d'efficacité, mais aussi des mesures de désendettement plus radicales et des moyens financiers accrus. Elles estiment qu'il incombe à la Banque de faire en sorte que ses crédits soient investis de manière productive dans le développement humain, et non dans des politiques qui portent préjudice à l'environnement et aux pauvres.

*Thèmes et secteurs importants*⁶¹

Les thèmes majeurs dont la Banque mondiale s'est occupée durant l'exercice écoulé sont la lutte contre la pauvreté, l'environnement et le développement durable, le développement du secteur privé, des questions de gouvernance et la solidité du secteur financier.

A l'échelon global, la Banque s'est employée avec le FMI à améliorer l'accès aux marchés pour les pays en développement, ainsi qu'à renforcer l'architecture financière. D'autres champs d'activité planétaires de la Banque ont été les maladies transmissibles, l'information et la communication.

Concernant la lutte contre la pauvreté, la Banque a porté son attention sur les stratégies applicables dans ce domaine (DSRP; voir plus haut paragraphe «Lutte contre la pauvreté») ainsi que sur les dimensions sociale, institutionnelle et économique de la pauvreté. Les efforts entrepris pour promouvoir un développement socialement et écologiquement durable étaient dans le droit fil du Sommet de Johannesburg. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2003*⁶² a été consacré à ce thème. Une série de mémentos stratégiques – portant entre autres sur la politique forestière, la politique migratoire, la politique à l'égard des populations autochtones, le développement rural – ont été remaniés. La nouvelle stratégie de promotion du secteur privé et des infrastructures a été adoptée en février 2002. Une nouvelle stratégie pour l'eau est en cours d'élaboration. Bien que les mémentos adoptés aient fait l'objet de vastes consultations préalables, ils n'ont pas échappé aux critiques des ONG⁶³.

☐ *Autres activités de la Suisse au sein de la Banque mondiale*

Pietro Veglio a pris en avril 2002 la succession du directeur exécutif suisse Matthias Meyer.

Dix ans après l'adhésion de la Suisse au FMI et à la Banque mondiale, la troisième rencontre entre celle-ci et des membres de parlements du monde entier a eu lieu en mai 2002 au Palais fédéral. La manifestation a été ouverte par James W. Wolfensohn, président de la Banque mondiale, qui a eu ensuite des entretiens

⁶¹ Pour les sources, voir le rapport annuel 2002 (WB, *Annual Report 2002*), ses références bibliographiques, et le rapport de l'administrateur suisse (WB, Executive Director for Azerbaijan, Kyrgyz Republic, Poland, Switzerland, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan, FR Yugoslavia, *Report to the Governors for the Annual Meetings*, September 2002).

⁶² WB, *World Development Report 2003 : Sustainable Development in a Dynamic World. Transforming Institutions, Growth, and Quality of Life*, Washington, 2002, <<http://econ.worldbank.org/wdr/wdr2003/>>. Ce rapport a donné lieu à de vives contestations, dont une critique systématique publiée par le bureau à Washington de la Heinrich-Böll-Stiftung : *Managing Sustainability World Bank-Style*, Schalteck Liane, Unmüssig Barbara *et al.* (eds.), Washington/Johannesburg, 2002, <www.boell.de>.

⁶³ Pour une bonne vue d'ensemble des études critiques d'ONG internationales, voir l'organisme britannique *Bretton Woods Reform Project* et son bulletin bimestriel : <www.brettonwoodsproject.org>.

bilatéraux avec le gouvernement suisse, l'administration fédérale, les milieux économiques, les médias et des ONG⁶⁴.

Lors de la session de printemps, le seco a conclu avec la Banque mondiale un accord portant sur le soutien de la nouvelle initiative internationale FIRST. Cette initiative vise à mobiliser l'expertise et les ressources financières dont les pays en développement ont besoin pour renforcer leurs propres systèmes financiers⁶⁵.

En décembre 2001 a eu lieu à Montreux la quatrième série de négociations relatives à la 13^e reconstitution du fonds de l'AID.

La DDC a conclu avec le *World Bank Institute* un nouvel accord de partenariat portant sur la décentralisation de la fiscalité et sur le développement des DSRP. Elle poursuit également sa collaboration avec le Département d'évaluation des opérations (OED). La DDC a aussi travaillé avec le *Département du développement social* de la Banque à la création d'un système qui doit améliorer – dans le cadre des DSRP – le suivi participatif, l'élaboration des budgets et les processus de consultation qui s'y rapportent. Elle participe activement aux travaux de la Banque mondiale/AID et de l'OCDE/CAD concernant l'harmonisation des méthodes pratiquées par les bailleurs de fonds et la gestion axée sur les résultats. Par ailleurs, la DDC poursuit avec la Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) une réflexion de principe sur les biens publics globaux.

Sur le plan interne, la DDC a procédé à une évaluation des DSRP visant à unifier les objectifs de développement du millénaire, les DSRP et les programmes par pays.

7.4.3 LES SESSIONS DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS (IBW)

La session de printemps tenue en avril aussi bien que l'assemblée annuelle de fin septembre ont été placées sous le signe d'une situation économique tendue. Les deux rencontres ont donné lieu à un examen des – déjà habituels – rapports semestriels sur l'avancement de l'initiative PPTE et sur les DSRP. Leurs ordres du jour comprenaient également les travaux en cours pour le renforcement de l'ordre financier international – y compris la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

La *session de printemps* a été marquée au *Comité du développement* par les divergences de vues politiques qui persistaient entre Etats-Unis et Europe ; mais il a tout de même été possible d'adopter un plan d'action intitulé « Instruction pour tous ». Le *Comité monétaire et financier* du FMI a discuté le rapport qui lui était présenté concernant la réforme de la conditionnalité, le renforcement de la surveillance et les mesures prévues pour surmonter les crises, notamment avec la création d'un mécanisme international en matière d'insolvabilité. Les deux comités ont enfin pris acte d'un document rédigé conjointement par le FMI et la Banque mondiale sur le consensus de Monterrey. L'*initiative CEI-7*, enfin, a été

⁶⁴ Voir <<http://wbln0018.worldbank.org/EURVP/web.nsf/Pages/MP+Home+Page>>. Concernant le 10^e anniversaire de l'adhésion de la Suisse aux IBW : « Dix ans de participation, de critique et de réforme. Bretton Woods et la Suisse », *Un Seul Monde*, Berne, n° 2, juin 2002.

⁶⁵ Seco, *La Suisse contribue au renforcement des systèmes financiers*, communiqué de presse, 22.4.02, <www.seco.admin.ch>. Voir aussi le site Internet de l'initiative : <www.firstinitiative.org>.

officialisée: FMI, Banque mondiale, BAsD et BERD entendent soutenir ensemble la croissance et la lutte contre la pauvreté dans les sept pays les plus pauvres de la CEI, dont trois – Azerbaïdjan, Kirghizistan et Tadjikistan – font partie du groupe de vote suisse.

Le climat économique mondial n'avait guère changé entre le printemps et le moment de la *session annuelle* tenue à fin septembre. Comme l'année précédente, cette assemblée a été réduite à deux jours pour des raisons de sécurité. Initiative PPTE, DSRP, blanchiment d'argent et financement du terrorisme étaient une nouvelle fois à l'ordre du jour. Le *Comité monétaire et financier* y a reçu le feu vert quant à la poursuite de ses travaux portant sur un système international pour les Etats insolvables, ainsi que sur une implication accrue du secteur privé dans la résolution des crises. Le *Comité du développement* a débattu de la mise en œuvre des stratégies et des décisions adoptées par les conférences de Monterrey et de Johannesburg. La Banque mondiale a présenté par ailleurs de nouveaux rapports consacrés à l'amélioration de l'efficacité et des méthodes de mesure et d'évaluation, ainsi qu'un document de base sur l'harmonisation des directives et des méthodes politiques – élaboré en consultant de manière systématique les banques de développement régionales et le Comité du développement de l'OCDE; son but est d'améliorer la coordination des bailleurs de fonds.

Washington a été une nouvelle fois le théâtre de manifestations de rue à l'occasion de ces rencontres. Les protestations étaient dirigées contre la politique belliciste des Etats-Unis à l'égard de l'Irak, mais aussi contre le rôle joué par les IBW dans le processus de mondialisation. Elles dénonçaient en particulier la privatisation de l'approvisionnement en eau et le soutien apporté par la Banque mondiale à des projets (pétrole, gaz, mines) ignorant les principes du développement durable. Et de nombreuses rencontres de dialogue ont à nouveau eu lieu entre IBW et organisations de la société civile⁶⁶.

FMI et Banque mondiale publient sur leurs sites Internet ordres du jour, études générales, copies de leurs conférences de presse, discours et communiqués finals de leurs sessions semestrielles⁶⁷.

7.5. CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Au mois de mars 2002 a eu lieu à Monterrey (Mexique) la Conférence internationale sur le financement du développement (*Financing for Development, FfD*). Après de laborieuses négociations dans le courant de 2001, la commission préparatoire (PrepCom) a adopté, lors de sa dernière séance tenue en janvier 2002 à New York, une résolution définitive et non négociable pour la Conférence de Monterrey proprement dite. Les divers projets présentés auparavant avaient été affaiblis et édulcorés, sous la pression des Etats-Unis notamment. Ce que l'on appelle le Consensus de Monterrey⁶⁸ contient peu de réels engagements et noie

⁶⁶ Voir Schalatek Liliane, *Street Protests Were Back in Style at IMF-World Bank Annual Meetings*, Summary Report of the Annual Meetings, Washington: Heinrich-Boell-Foundation North America, November 5, 2002, <www.boell.org>.

⁶⁷ <www.imf.org/external/am/2002/index.htm>.

les questions controversées dans des formules vagues, avec une répartition en six thèmes : mobilisation de ressources locales, aide publique au développement, désendettement, commerce, flux de capitaux privés et questions systémiques. Tous ces sujets avaient donné lieu précédemment à des études approfondies et à une multitude de consultations, suscitant de grands espoirs dans les pays en développement et chez les ONG. La Suisse n'a joué à aucun moment un rôle moteur dans ces préparatifs, et l'Union européenne n'a pas davantage été en mesure de freiner les Etats-Unis.

Les ONG, partout dans le monde, ont logiquement réagi avec virulence. En Suisse, la Communauté de travail des organisations de développement (CT) et la Déclaration de Berne (DB), dans une conférence de presse tenue conjointement, ont critiqué la méthode et le texte de la résolution avant même que la conférence internationale n'ait eu lieu⁶⁹.

L'ONU, les Institutions de Bretton Woods (IBW) et la plupart des gouvernements du Nord ont cependant qualifié ce consensus d'utile. Selon eux, ce document combine des objectifs ambitieux à une politique axée sur des résultats ; il procède d'un partenariat qui n'avait jamais été aussi clairement formulé entre pays en développement et nations industrialisées ; il exprime une responsabilité réciproque. Ce nouveau partenariat global appelle les pays en développement à prendre leurs responsabilités sur le plan des réformes politiques et de la gouvernance, et les pays du Nord à une aide accrue et de meilleure qualité ainsi qu'à l'ouverture de leurs marchés.

Bien que les Etats-Unis et l'UE aient annoncé au cours de la conférence des augmentations substantielles de leur aide publique au développement, ces apports ne permettront pas d'atteindre les objectifs fixés pour l'entrée dans le troisième millénaire.

Les multiples *manifestations annexes*, à savoir les séminaires, les ateliers et les manifestations organisés en marge de la conférence, auront davantage de poids à long terme que l'adoption officielle du Consensus de Monterrey. Les divers acteurs (organisations internationales, gouvernements du Nord et du Sud, économie privée et société civile) ont dialogué, souvent avec impétuosité, sur des sujets extrêmement divers, parfois au-delà des notions arrêtées dans le Consensus de Monterrey – par exemple lorsqu'ils abordaient des questions telles que la taxe Tobin ou le droit international en matière d'insolvabilité. La Suisse a présenté avec d'autres pays son projet d'*Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI)*⁷⁰. La Communauté de travail des organisations de développement a participé à un atelier sur la fraude fiscale.

L'important est de poursuivre les efforts. Lors de leurs sessions de printemps et d'automne tenues à Washington, les IBW ont traité les questions qui relèvent de leurs compétences en se basant sur des mémentos stratégiques⁷¹. Le Secrétariat

⁶⁸ UN, *Report of the International Conference on Financing for Development, Monterrey, Mexico, 18-22 March 2002*, doc. A/COF.198/11, <www.un.org/esa/ffd>, où l'on trouve également tous les autres documents de la conférence y compris les comptes rendus des manifestations annexes et de nombreux dossiers préparatoires.

⁶⁹ CT/DB, *Conférence de l'ONU pour le financement du développement à Monterrey. Un échec programmé*, conférence de presse, Berne, 11.3.02, <www.swisscoalition.ch>.

⁷⁰ Voir <www.acici.org>.

général des Nations unies a présenté à l'Assemblée générale un rapport sur la suite des opérations⁷², mais sans aborder de nouveaux aspects.

Lors d'une rencontre en mai avec le conseiller fédéral Joseph Deiss, les organisations de développement ont demandé que la Suisse défende à l'ONU le principe d'un mécanisme de contrôle obligatoire, et accélère elle-même son rythme d'augmentation de l'APD⁷³. Les départements compétents de l'administration fédérale sont en train d'élaborer leurs propres mémentos stratégiques à ce sujet (non publiés jusqu'à présent). A la suite de la Conférence de Monterrey, l'Administration fédérale des finances a organisé une table ronde semi-publique sur la taxe Tobin.

La Suisse entend surtout encourager le dialogue entre les acteurs concernés. Il faut en particulier que l'ONU favorise les échanges de points de vue à tous les niveaux. Des partenariats entre secteurs public et privé (*public-private partnerships*, PPP) devraient contribuer pour une bonne part à atteindre les objectifs de développement fixés pour le début du troisième millénaire. Le seco a mis sur pied un groupe de travail conduit par l'ancien administrateur à la Banque mondiale Matthias Meyer, afin d'étudier la problématique « commerce agricole et développement ». Par contre, la Suisse – eu égard à ses problèmes budgétaires – n'envisage pas de modifier le calendrier prévu pour atteindre l'objectif de porter son APD à 0,4 % du PNB.

SOURCES

Institutions de Bretton Woods

IMF/WB, Development Committee, *Development Effectiveness, Partnership, and Challenges for the Future*, DC2002-0006, April 9, 2002 <<http://wbln0018.worldbank.org/DCS/devcom.nsf>>.

IMF/WB, Development Committee, *Financing for Development : Implementing the Monterrey Consensus*, doc. DC2002-0008, 12.4.02, <<http://wbln0018.worldbank.org/DCS/devcom.nsf>>.

IMF/WB, Development Committee, *Progress Report on Implementing the Monterrey Consensus*, doc. DC2002-0021/Rev1, 25.0.02.

IMF/WB, *Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative: Status of Implementation*, Washington April 12, 2002, <www.imf.org/external/np/hipc/2002/status/041202.htm>.

IMF/WB, *Heavily Indebted Poor Countries (HIPC): Status of Implementation*, Washington, September 23, 2002, <www.imf.org/external/np/hipc/2002/status/092302.htm>.

IMF, *World Bank Conclude Joint Poverty Reduction Strategy Conference*, IMF Press Release 02/5, January 18, 2002, <www.imf.org/external/np/sec/pr/2002/pr0205.htm>.

IMF/WB, *Market Access for Developing Country Exports: Selected Issues*, September 26, 2002, <www.imf.org/external/np/pdr/ma/2002/eng/092602.htm>.

IMF/WB, *Poverty Reduction Strategy Papers: Progress in Implementation*, IMF/WB, September 2002, <www.imf.org/external/np/nrspgen/2002/ng/091102.htm>.

IMF/WB, *Recent Trends in the Transfer of Resources to Developing Countries*, Paper submitted to the Development Committee, DC2002-0015, Washington, August 27, <www.worldbank.org/des/devcom.nsf/>.

IMF/WB, *The Enhanced HIPC Initiative and the Achievement of Long-Term External Debt Sustainability*, Washington, April 15, 2002, <www.imf.org/np/hipc/lteds/041502.htm>.

⁷¹ IMF/WB, Development Committee, *Progress Report on Implementing the Monterrey Consensus*, doc. DC2002-0021/Rev1, 25.0.02 ; *idem*, *Financing for Development : Implementing the Monterrey Consensus*, doc. DC2002-0008, 12.4.02, <<http://wbln0018.worldbank.org/DCS/devcom.nsf>>.

⁷² UN, *Follow-up Efforts to the International Conference on Financing for Development*, doc. A/57/319, 16.8.02, <www.un.org/esa/ffd>.

⁷³ CT, *La Suisse est venue les mains vides*, Berne, 22.3.02, <www.swisscoalition.ch>.

FMI

IMF, *Annual Report 2002: Making the Global Economy Work for All*, Washington 2002, <www.imf.org/external/pubs/ft/2002/eng/>.

IMF, *Global Financial Stability Report*, Washington 2002, trimestriel, <www.imf.org/external/pubs/ft/gfsr/>.

IMF, *Strengthening the International Financial Architecture: Sovereign Debt Restructuring Mechanism (SDRM). A Factsheet*, Washington, August 2002, <www.imf.org/external/np/exr/facts/sdrm.htm>.

IMF, *Switzerland-2002 Article IV Consultation: Concluding Statement*, Bern, March 4, 2002, <www.imf.org/external/np/ms/2002/030402.htm>.

IMF, *Switzerland: 2002 Article IV Consultation – Staff Report*, Washington, June 3, 2002, <www.imf.org/external/pubs/c/t/longres.cfm?sk=15871.0>.

IMF, *Switzerland, Financial System Stability Assessment*, Washington, June 3, 2002, <www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=15873.0>.

IMF, *World Economic Outlook: Recession and Recoveries*, April 2002, Washington, <www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2002/01/>.

IMF, *World Economic Outlook: Trade and Finance*, September 2002, Washington, <www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2002/02/index.htm>.

IMF, Executive Director for Azerbaijan, Kyrgyz Republic, Poland, Switzerland, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan, FR Yugoslavia, *Activity Report 2002*, Washington, 2002.

Site Internet: <www.imf.org>.

Banque mondiale

WB, *Annual Report 2002*, vol. 1 and 2, Washington, 2002, <www.worldbank.org/annualreport/2002>.

WB, *Global Development Finance: Financing the Poorest Countries. Analysis and Summary Tables*, Washington, 2002, <www.worldbank.org/prospects/gdf2002>.

WB, *Reaching the MDG to Cost £40-60 Billion Annually in Additional Aid, Says Bank*, Washington, February 27, 2002, <www.worldbank.org/developmentnews/stories/html/022102a.htm>.

WB, *The Role and Effectiveness of Development Assistance: Lessons from World Bank Experiences*, Research Working Paper, Washington, March 18, 2002, <<http://econ.worldbank.org/view.phü?type=5&id=13080>>.

WB, *World Development Report. Sustainable Development in a Dynamic World: Transforming Institutions, Growth, and Quality of Life*, Washington 2002, <<http://econ.worldbank.org/wdr/wdr2003/>>.

WB/BafD, African Development Bank in collaboration with the World Bank, *Achieving the Millennium Development Goals in Africa: Progress, Prospects and Policy Implications. Global Poverty Report*, June 2002, <www.worldbank.org>.

WB, Executive Director for Azerbaijan, Kyrgyz Republic, Poland, Switzerland, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan, FR Yugoslavia, *Report to the Governors for the Annual Meetings*, September 2002.

Sites Internet: Page d'accueil: <www.worldbank.org>.

AID: <www.worldbank.org/ida/ida13docs.html>.

Développement durable: <www.worldbank.org/sustainabledevelopment/>.

DSRP: <www.worldbank.org/poverty/strategies/index.htm>.

Banque des règlements internationaux (BRI)

BRI, *Revue trimestrielle*, divers trimestres 2001/2002, Bâle, <www.bis.org/>.

CNUCED

CNUCED, *Le développement économique en Afrique. De l'ajustement à la réduction de la pauvreté: qu'y a-t-il de nouveau?*, New York/Genève, 2002, <www.unctad.org/en/pub/pogdsaficad2.en.htm>.

UNCTAD, *World Investment Report 2002: Transnational Corporations and Export Competitiveness*, New York/Genève, 2002, <www.unctad.org/en>.

OCDE

OCDE, communiqué de presse, 13.05.02, Paris, <www.oecd.org>.

OCDE, *Coopération pour le développement – Rapport 2001*, Paris, 2002.

Club de Paris

Site Internet: <www.clubdeparis.org>.

ONU

PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, New York/Genève, 2002, chap. 5, «Approfondir la démocratie au niveau mondial», pp. 101 sqq.

UN, *Follow-up Efforts to the International Conference on Financing for Development*, doc. A/57/319, 16.8.02, <www.un.org/esa/ffd>.

UN, *Report of the International Conference on Financing for Development, Monterrey, Mexico, 18-22 March 2002*, doc. A/COF.198/11, <www.un.org/esa/ffd>.

BERD

EBRD, *Transition Report Update*, London, May 2002, chapter 2, «Cross-border Capital Flows», <www.ebrd.com>.

Publications officielles suisses

Administration fédérale des finances, *Newsletter zum IWF*, <www.efv.admin.ch/d/internat/iwf_int/pdf/newslett.pdf> (en allemand seulement).

BNS, *La balance suisse des paiements 2001*, Zurich, 2002, <www.snb.ch/f/publikationen/>.

DDC, «Dix ans de participation, de critique et de réforme – Bretton Woods et la Suisse», *Un Seul Monde*, Berne, n° 2, juin 2002.

DDC et seco, *Poverty Reduction Strategy Papers at a Glance*, Berne, 2000, <www.deza.admin.ch> et <www.seco.admin.ch>.

GRE, *Rapport annuel 2001*, Zurich, 2002, ainsi que mises à jour régulières sur le site Internet <www.swiss-erg.com/>.

Sites Internet: AFF: <www.efv.admin.ch>; BNS: <www.snb.ch>; DDC: <www.deza.admin.ch>;

DDF: <www.efv.admin.ch>; seco: <www.seco.admin.ch>.

Autres

After Neoliberalism: Economic Policies That Work for the Poor. A Collection of Papers Presented at a Conference on Alternatives to Neoliberalism, May 23-24, 2002, Washington, <www.new-rules.org/Publications/After_neolib/after_neolib.html>.

CAFOD/Oxfam/Christian Aid/Eurodad, *A Joint Submission to the World Bank and IMF Review of HIPC and Debt Sustainability*, August 2002, <www.eurodad.org>.

Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/EPER, *La Suisse est venue les mains vides*, Berne, 22.3.02, <www.swisscoalition.ch>.

Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/EPER et Déclaration de Berne, *Conférence de l'ONU pour le financement du développement à Monterrey. Un échec programmé*, conférence de presse, Berne, 11.3.02, <www.swisscoalition.ch>.

Eurodad, *Putting Sustainable Development First*, Brussels, August 2002, <www.eurodad.org>.

Flassbeck Heiner, «Argentinien: Warum versagt die westliche Welt?», *Lateinamerika Analysen*, Hamburg Institut für Iberoamerika-Kunde, n° 2, Juni 2002, <www.duei.de/iik>.

Greenhill Romilly, *The Unbreakable Link: Debt Relief and the Millennium Development Goals*, London: Jubilee Research at the New Economics Foundation, 2002, <www.jubileeplus.org>.

Heinrich-Böll-Stiftung, *Managing Sustainability World Bank-Style*, Schalatek Liane, Unmüssig Barbara et al. (eds.), Washington/Johannesburg, 2002, <www.boell.de>.

Institute for International Finance (IIF), *Capital Flows to Emerging Market Economies*, September 18, 2002, Washington, <www.iif.com/press/pressrelease.quagga?id=51>.

Mitchell Susanna, *Making the Poor Foot the Bill: IMF Policies and the Looting of Brazil*, October 2002, <www.jubileeplus.org/worldnews/america/brazil151002.htm>.

ODI, *Foreign Direct Investment: Who Gains?*, ODI Briefing Paper, London, April 2002, <www.odi.org.uk>.

Oxfam, *Eight Broken Promises*, Oxfam Briefing Paper, n° 9, Oxford, 2002, <www.oxfam.org/uk/policy/papers/8broken/8broken.html>.

Panos, *Reducing Poverty: Is the World Bank's Strategy Working?*, London, August 2002, <www.panos.org.uk/briefing/reducing_poverty_front.htm>.

Peterson Luke Eric, «International Investment Rules: Is the GATS Campaign Becoming a Red Herring?», *Bridges*, Year 6, n° 3, March/April 2002, <<http://www.ictsd.org/monthly/bridges/BRIDGES6-3.pdf>>.

Randel Judit, German Toney and Ewing Deborah (eds.), *Reality of Aid 2002: An Independent Review of Poverty Reduction and Development Assistance*, Manila: IBON Books, 2002, <www.ibon.org>.

Schalatek Liliane, *Street Protests Were Back in Style at IMF-World Bank Annual Meetings*, Summary Report of the Annual Meetings, Washington: Heinrich-Boell-Foundation North America, November 5, 2002, <www.boell.org>.

Stiglitz Joseph, *Die Schatten der Globalisierung*, Berlin: Siedler Verlag, 2002.

Weisbrot Mark and Baker Dean, *Paying the Bills in Brazil: Does the IMF's Math Add Up?*, CEPR, September 25, 2002, <www.cepr.net>.

Weisbrot Mark et al., *Argentina since Default: The IMF and the Depression*, Washington: Center for Economic and Policy Research, September 3, 2002, <www.sepr.net/Argentina>.

Sites Internet: Bretton Woods Reform Project: <www.brettonwoodsproject.org>.

Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/
Caritas/EPER: <www.swisscoalition.ch>.
Déclaration de Berne: <www.evb.ch>.